

Grand entretien avec le sociologue Raymond Debord.

Vers un monde sans enfants ? Crise démographique, néo-malthusianisme et déni politique

Raymond Debord

Citer cet article :

« Grand entretien avec le sociologue Raymond Debord. Vers un monde sans enfants ? Crise démographique, néo-malthusianisme et déni politique ». *L'Étendard plébéien*, 2026.

Disponible en ligne :

<https://letendard-plebeien.fr/2026/04/22/grand-entretien-avec-le-sociologue-raymond-debord-vers-un-monde-sans-enfants-crise-demographique-neo-malthusianisme-et-deni-politique/>

GRAND ENTRETIEN.

VERS UN MONDE SANS ENFANTS ? CRISE DÉMOGRAPHIQUE, NÉO-MALTHUSIANISME ET DÉNI POLITIQUE

Questions de L'Étendard Plébéien à M. Raymond Debord

Raymond Debord, sociologue titulaire d'un doctorat en sciences humaines et humanités, développe ses travaux à l'intersection de la sociologie de la population et de la sociologie politique.

Il est notamment l'auteur de *Vers un monde sans enfants ?* (sorti en 2025 aux Éditions Critiques), ouvrage dans lequel il propose une analyse critique des thèses néo-malthusiennes et examine les mécanismes à l'origine du déclin démographique. Il a également publié précédemment *Faut-il en finir avec la famille ?* (2022) et *L'Individu contre la société* (2023) aux mêmes éditions.

EP : Quelles sont, selon vous, les principales idées erronées dominant le débat en France sur les questions relatives à la démographie et au nombre de naissances ?

R.D : La première idée erronée est que les humains seraient trop nombreux sur terre et qu'il conviendrait par conséquent de restreindre les naissances pour « sauver la planète ». C'est une idée qu'on trouve dans un ensemble de best-sellers des années 1960-70, comme *La bombe P* de l'américain Ehrlich ou *Les limites de la croissance*, publié par le Club de Rome, un cercle patronal international. Outre le fait qu'elle ne correspond à aucune réalité vérifiable empiriquement (ce sont les célibataires des centres-villes qui polluent le plus) le raisonnement est littéralement insensé : sauver la planète n'a de sens que si c'est pour sauver les humains. Dire le contraire ouvre la porte à des solutions totalitaires.

La seconde idée erronée, plus subtile, relève plutôt du relativisme permanent. Plus qu'une idée, c'est une tonalité, très présente chez les démographes professionnels officiant dans les organismes officiels tels que l'INED ou l'INSEE. Elle consiste à systématiquement relativiser les mauvais chiffres. Pour ce faire, toute une palette est déployée : « Rien ne dit que ça ne va pas remonter », « tel indice n'est pas fiable et il vaudra mieux prendre en compte les résultats finaux », « les choses évoluent mais on ne sait ou ne peut pas dire pourquoi », etc. Du coup, les organismes officiels comme l'INSEE ont produit des prévisions basées par exemple sur un indice d'1,8 enfant par femme alors qu'il était déjà en dessous. La conséquence a été de minimiser systématiquement la crise à venir ou de laisser penser qu'elle surviendrait plus tard dans le temps. Ce travail de sape idéologique n'a certainement pas aidé le public à se faire une idée ni les politiques à agir. Pour prendre un exemple de sous-estimation, dans un article de 2021, Julien Damon de l'Institut Montaigne, se basant sur les données de la Commission européenne, s'inquiétait du risque d'un solde naturel négatif pour la France en 2035. Pas de bol, c'était 2025 !

EP : Dans votre ouvrage *Vers un monde sans enfants ?*, vous dénoncez ce que vous appelez le néo-malthusianisme. Quelle est votre définition de ce terme ? Et quelles sont les différences avec le malthusianisme originel ?

R.D : Pour mémoire, Malthus a élaboré à la fin du XVIII^e siècle un modèle prédictif selon lequel la population croissait plus rapidement que les subsistances. Il en déduisait l'imminence d'une catastrophe avec des famines. Malthus considérait donc, pour aller vite, qu'il fallait empêcher les pauvres de se reproduire. De manière générale, il développait un programme très antisocial. Les théories de Malthus ont été battues en brèche, mais des comportements malthusiens ont perduré, en particulier dans une bourgeoisie ne souhaitant pas partager son patrimoine.

Le néo-malthusianisme est apparu dans les années 1920. Il s'agissait d'un courant partie prenante de l'anarchisme individualiste. Il considérait que les prolétaires devaient réduire de manière drastique le nombre de leurs enfants, n'ayant pas les moyens de les élever décentement. On est là dans la logique de Malthus. Les néo-malthusiens ajoutaient un argument supplémentaire, la nécessité de ne pas donner d'enfants pour les guerres que la bourgeoisie menait à son seul profit et préconisaient la « grève des ventres ». Et ils militaient très activement pour diffuser les méthodes contraceptives, ce qui était totalement illégal à l'époque. Ils s'écartaient là de Malthus, pasteur protestant qui préconisait l'abstinence et aurait sans doute été horrifié par ce genre de choses.

Le courant néo-malthusien anarchisant a disparu avec la seconde guerre mondiale. Ce qu'on voit depuis, c'est la résurgence des idées malthusiennes mais placées cette fois dans une perspective écologiste. On pourrait penser le néo-malthusianisme contemporain moins antisocial que l'originel, mais ce serait sans doute inexact. La différence fondamentale est qu'il s'est dégagé des références religieuses pour les remplacer par l'exaltation de l'individu. Mais d'un certain point de vue il est pire dans la mesure où il persiste alors que l'inanité des théories de Malthus sur la population a été démontrée de son vivant. Certains d'entre eux n'ont rien à lui envier sur le plan moral : les frères Paddock, auteurs de *Famine 1975* !, préconisaient de couper l'aide alimentaire américaine aux pays comme l'Inde tellement enfoncés dans la crise de subsistance que ce serait du gaspillage. Pour Ehrlich il faut réduire la population à tout prix : il envisage d'ajouter des stérilisants à l'eau ou aux aliments puis opte pour l'instauration d'une taxe progressive en fonction du nombre d'enfants. J'arrête là mais on trouvera dans mon livre d'autres idées de cet acabit, venant d'autres auteurs à succès.

EP : Quelles sont les forces politiques et idéologiques défendant ou contribuant à renforcer le néo-malthusianisme ?

R.D : Le néo-malthusianisme actuel est très présent dans les milieux de l'écologie politique. On le trouve chez René Dumont, candidat à l'élection présidentielle de 1974, qui multiplie les déclarations catastrophistes sur la famine devant s'étendre sur le monde et préconise la réduction de la population. Aujourd'hui on trouve le parti d'Aymeric Caron qui met en avant des pronostics délirants avec une population de 11 voire 15 milliards d'habitants sur la planète en 2100. Il ajoute également des

considérations quasiment nihilistes comme celle qui prétend que « les populations humaines, indépendamment de ce qu'elles consomment, créent par leur seule présence une pression intenable pour la biodiversité ». On pourrait également évoquer quelques saillies verbales de Sandrine Rousseau ou de fortes ambiguïtés chez Jean-Luc Mélenchon qui aspire à un ralentissement de la croissance de la population, « parce que sinon ça veut dire 16 milliards ou 32 milliards. 32 milliards plus le capitalisme c'est le suicide ». Les chiffres sont encore plus délirants.

Les partisans de la décroissance sont relativement divisés. Mais pour ne pas être injuste, les *Cahiers de l'Institut d'Etudes Economiques et Sociales pour la Décroissance* ont publié, dès 2009, un numéro spécial intitulé « La décroissance contre Malthus » et c'est la librairie Quilombo qui m'a invité à organiser dans ses murs la conférence de lancement de mon livre *Vers un monde sans enfants ?*

Aujourd'hui les pulsions néo-malthusiennes sont très présentes dans un arc politique allant des socio-libéraux (Terra Nova) au NPA. Ceci correspond en gros à la gauche *Télérama* qui ayant remplacé le conflit capital / travail par les batailles identitaires craint plus que tout de passer pour « conservatrice », au risque de nier le réel.

EP : L'indice conjoncturel de fécondité baisse pratiquement partout dans le monde, y compris dans les régions du monde partant d'un niveau élevé comme l'Asie centrale ou l'Afrique subsaharienne. Quels seraient les facteurs derrière ce phénomène intrigant, considérant que cela touche des sociétés et des régions du monde très différentes ?

R.D : Gérard-François Dumont, spécialiste éminent des questions démographiques, estime « qu'il est impossible de considérer que l'évolution de la fécondité dans différents pays s'explique par des causes semblables »¹. Il a tout à fait raison s'il s'agit d'étudier la conjoncture nationale, par exemple pour envisager des politiques de soutien à la natalité. Les différences culturelles sont énormes, tout comme les traditions, mode d'organisation sociale etc. Des phénomènes comme le travail salarié des femmes peuvent produire des effets différents selon les contextes : favorables en Italie du Nord et négatifs au Sénégal. Mais ce qui ressort de l'ensemble des éléments disponibles et a été mis en évidence depuis les années 1920, c'est qu'il y a un point commun fondamental entre toutes ces sociétés effectivement totalement différentes par ailleurs : le niveau d'industrialisation. Et on comprend rapidement que les comportements démographiques sont corrélés au niveau de pénétration du capitalisme. À quoi on peut ajouter que le développement capitaliste s'accompagne de la diffusion du modèle familial des métropoles impérialistes : la famille où les deux parents occupent un emploi salarié. Dès lors on comprend très bien comment la Corée du sud a probablement atteint le point de non retour dans l'effondrement de sa population, alors que le Niger a encore un indice conjoncturel de fécondité de 6,1 enfant par femme. Mais en 1985 il était encore de 7,9. A mesure que les pays s'industrialisent, ils entrent dans le régime de population du capitalisme : début de la baisse de la natalité, baisse de la

¹ Assemblée Nationale. Mission d'information de la Conférence des présidents sur les causes et conséquences de la baisse de la natalité en France, mardi 6 janvier 2026, Compte-rendu n°50.

mortalité, explosion de la population puis pic et déclin. La vieille Europe est au bout du processus, d'autres juste à son début, mais sans différence de nature entre ce qui se passe.

EP : Dans votre livre, vous insistez sur l'influence du mode de production et du capitalisme sur la démographie. Doit-on en déduire que le déclin démographique dans les sociétés avancées est inéluctable sans changement majeur de notre système économique ?

R.D : En théorie, on ne peut rien affirmer de manière catégorique. Pour autant, si on constate que ce qui est en phase finale c'est le régime de population du capitalisme, on a du mal à imaginer qu'une alternative puisse être trouvée sans sortir du mode de production à l'origine du déclin. On voit bien que même dans les pays qui prennent cette question au sérieux, une situation dégradée depuis trop longtemps empêche de remonter la pente. Pour laisser une chance aux dirigeants des grandes puissances capitalistes, je dirais que s'ils n'agissent pas de manière massive et immédiate, la crise va s'approfondir. Ayons aussi en tête leur court-termisme et le fait que des organismes comme le Fonds monétaire international font totalement l'impasse sur le sujet. En général ce qui est préconisé c'est l'adaptation au recul, avec un triptyque augmentation de l'immigration / augmentation du travail des femmes, des jeunes et des seniors / augmentation de la productivité.

On notera que l'ordre productif néo-libéral a profondément contribué à la crise démographique, avec des phénomènes fondamentaux comme le recul de la socialisation, la baisse de la sexualité chez les jeunes ou l'instabilité des relations de couple. Il est vrai que nous sommes en train de sortir du néolibéralisme (même si certains s'accrochent, donnant l'impression de dériver sur le radeau de la méduse) mais rien ne dit que le nouvel ordre, fort dangereux par ailleurs, apportera des réponses aux problèmes précités.

EP : Comment expliquez-vous que la France soit restée jusqu'à récemment (et toujours dans une certaine mesure) avec un indice conjoncturel de fécondité bien plus élevé que la plupart des pays européens ?

R.D : La France a connu une sévère crise démographique à la fin du XIXe siècle ainsi qu'un traumatisme suite à sa défaite face à la Prusse en 1871. Il en a résulté une forme de consensus politique autour de la question de l'importance d'une forte natalité et par conséquent des aides qu'il convenait de fournir aux familles. De Lafargue et Jules Guesde aux catholiques ultramontains en passant par les Républicains conservateurs ou Radicaux, tout le monde n'était pas d'accord sur le diagnostic mais tout le monde était d'accord sur le fait qu'il fallait aider les familles. L'apogée est la mise en place d'un impressionnant dispositif à la libération, sous les auspices de De Gaulle et du Gouvernement provisoire de la République française, gouvernement d'union nationale auquel participaient toutes les forces issues de la résistance. Pour mémoire, les dépenses de la branche famille représentaient alors 40 % des dépenses de la sécu ! Même si le dispositif des politiques familiales s'est délité peu à peu, il est tellement multiforme et incrusté dans tous les aspects des politiques publiques, du tarif des piscines municipales au calcul des impôts et au montant des aides sociales qu'il résiste quand même. Et il faut

noter que la France est le seul pays d'Europe si ce n'est du monde à considérer la famille *en tant que telle* comme un objet de politiques publiques. Même si peu de gens le savent, la famille est d'ailleurs représentée *es qualité* auprès des pouvoirs publics à tous les niveaux.

EP : Quelles sont vos préconisations pour enrayer le déclin démographique, notamment pour la société française ?

R.D : Mon rôle est celui d'un analyste, pas d'un prescripteur. Ceci posé, dans la logique de ma réponse à une précédente question, il me semble difficile de ne pas penser le redressement dans le cadre d'un nouveau mode de production, dont les contours sont à définir mais qui assurément serait basé sur une redéfinition totale de l'ensemble des rapports humains.

Pour esquisser quelque chose d'un peu moins messianique et plus immédiat, il me semble que le point de départ pourrait être de lever les obstacles aux projets parentaux des couples exprimant le souhait d'avoir des enfants. Sur ce point nous disposons de tout un ensemble d'études qui ouvrent des pistes. La question de l'accès au logement des jeunes couples est fondamentale, sachant qu'ici aussi le malthusianisme règne. Comme il y a moins de familles, on construit moins de grands logements... et on dissuade ceux qui voudraient en fonder une. Vient ensuite la question des revenus : la France est le second pays d'Europe pour son PIB, mais le 9^e pour son salaire moyen. On peut ensuite évoquer le sujet essentiellement du moral des gens, de la capacité à se projeter dans l'avenir. Et celle-ci dépend largement du discours tenu par les médias et les pouvoirs publics, dont plus de 40% des femmes jugent qu'il est dissuasif. Et encore je fais référence à une étude réalisée avant l'apparition des incantations martiales, appels à donner ses enfants pour la patrie et autres spéculations sur une 3^e guerre mondiale. Pour dire quelques mots concernant des mesures pratiques, je mentionnerais les aménagements d'horaires dans les entreprises, des facilités d'accès aux modes de garde collectifs, un congé parental d'un an rémunéré 1400€ et une prime financière à la naissance.

Par ailleurs, il est urgentissime de prendre des mesures drastiques contre les perturbateurs endocriniens tant la question de l'infertilité (en particulier des hommes) devient préoccupante. Avec également un dépistage systématique vers 29 ans.

EP : Existe-t-il des exemples de sociétés modernes ayant adopté des politiques natalistes à la fois non contraignantes et efficaces ?

R.D : Je ne vois pas bien ce qu'on entend par « politique nataliste contraignante » : mettre un fusil dans le dos des gens pour s'assurer qu'ils procréent ? Dans ce cas je n'en connais pas d'exemple.

J'ai essayé dans le livre d'esquisser un tableau de ce qui a été mis en place par les régimes socialistes d'Etat d'Europe de l'Est : Union soviétique et « démocraties populaires ». Un grand nombre d'entre eux ont connu un redressement spectaculaire suite à des mesures plutôt basées sur les aides matérielles. Le problème est que ces régimes n'ont duré que de 40 à 70 ans. Autrement dit, la question de savoir si ce redressement était pérenne ou s'ils auraient été entraînés à terme dans le mouvement général de

déclin. Sur un plan théorique, la question de savoir si notre régime démographique est celui du capitalisme ou des sociétés industrielles demeure en partie ouverte. Je dis en partie dans la mesure où aucun des pays en question n'a eu l'occasion d'avancer très loin dans la voie socialiste (pas de dépérissement de l'Etat, maintien du salariat etc.).

Ensuite se pose la question de l'état de la population du pays au moment où sont mises en place des politiques natalistes. Le cas de la Hongrie est intéressant de ce point de vue. La Hongrie a déployé une batterie de mesures choc : prêts immobiliers d'Etat aux familles, exonérations d'impôts, crèches gratuites etc. Ces mesures ont fait remonter l'indice de fécondité d'1,3 à 1,5 enfant par femme. Mais comme le solde naturel est négatif et que le taux de natalité stagne, il faut comprendre qu'il y a chaque année moins de femmes en âge de procréer. Même un retour à un solde naturel positif ne réglerait la question qu'à long terme. Il faut comprendre que les politiques familiales ont des impacts qui se comptent en décennies. Récemment le gouvernement hongrois a pris une mesure supplémentaire spectaculaire avec l'exonération totale d'impôt pour les mères de deux enfants. À suivre, donc.

EP : Quelles seraient, selon vous, les possibles conséquences politiques à long terme d'un déclin démographique prolongé ?

R.D : Merci pour cette question, que je ne m'étais pas posée de cette manière ! Je dirais qu'on peut anticiper une exacerbation des conflits de génération. Mais il y aura aussi une modification des coordonnées de la lutte des classes avec de féroces batailles autour des droits sociaux, la baisse des cotisants (la population active) entraînant à la fois des difficultés à financer de nouveaux dispositifs destinés au grand âge et à maintenir les protections existantes. De ce point de vue, la pérennité des retraites par répartition est un cas d'école.

Jacques Sapir note à juste titre dans les colonnes de *l'Étendard Plébéien* qu'une partie de la question tourne autour de la productivité du travail. Mais à ce stade, dans un pays comme la France, la productivité du travail est en crise. Ce qui par ailleurs appelle à s'interroger sur l'obsolescence du mode de production.

On peut aussi s'attendre à une intensification des conflits sociaux autour des politiques que les bourgeoisies entendent mettre en œuvre pour contourner le problème du déclin de la population active : faire travailler les femmes en plus grand nombre, faire travailler les jeunes plus tôt et faire travailler les seniors plus longtemps. On revient à la question du recul de la date de départ en retraite.

Paradoxalement, sur le long terme la restriction de l'offre de travail et la contraction des débouchés pourraient par contre favoriser le poids des travailleurs dans la bataille pour le salaire.

EP : Comment voyez-vous la place de la question de la natalité dans le champ politique français actuel ?

R.D : Cette place est quasi inexistante. Certains hommes et femmes politiques disent des choses plus ou moins raisonnables sur le sujet, la plupart ne l'évoquent pas et en tout état de cause aucune force parlementaire n'a fait de cette question un cheval de bataille. Il y a ceux qui sont dans le déni (je l'ai évoqué dans ma réponse à une précédente question), ceux qui ne veulent pas passer pour des conservateurs en abordant le sujet et ceux qui se concentrent sur le budget, la gestion au jour le jour. J'oubliais celui qui fait une saillie verbale assortie d'un vocabulaire martial mais sans aucun effet ensuite. Bref, on va dans le mur. Le réveil sera difficile.

EP : Comment les intellectuels des autres pays abordent-ils cette problématique du déclin démographique ?

R.D : En Europe, la situation du débat intellectuel est très similaire à celle de la France et le milieu intellectuel est très marqué par la matrice sociale-libérale dont il a le plus grand mal à s'extraire. Il y a néanmoins en Grande Bretagne un intéressant débat entre les ex-marxistes libertariens de la revue en ligne *Spiked* et le grand démographe Paul Morland. Celui-ci vient de publier un ouvrage détonnant qui se présente comme une synthèse générale sur le sujet : « No One left. Why the world need more children » (Paperback, 2025). Et en Italie nous avons le cas très original de l'organisation Lotta Comunista, totalement à contre-courant du reste de l'extrême-gauche européenne sur ce sujet. Je conseille l'intéressant travail d'un de leurs membres, Pier Maria Davoli, dont le travail a été traduit en français sous le titre « Démographie et migrations dans le changement d'époque » (Éditions Science Marxiste, 2024).

Concernant le reste du monde, je n'ai pas de vision à ce stade. Un biais eurocentriste sans aucun doute. Mais j'attire l'attention sur les échanges théoriques entre anthropologues et économistes comme Meillassoux ou Bettelheim et théoriciens de la dépendance comme Samir Amin. Les questions démographiques y sont présentes et ce dernier a écrit des pages lumineuses sur ce sujet.

EP : En dehors de votre livre évoqué plus tôt que nous recommandons, auriez-vous des conseils de lecture sur le sujet ?

R.D : Je conseillerais aux personnes sensibles aux thèses écolo-malthusiennes de lire le livre très pédagogique d'Emmanuel Pont « Faut-il arrêter de faire des enfants pour sauver la planète ? » (Payot, 2023). Aux marxistes voulant approfondir les questions théoriques je conseillerais le trop méconnu livre d'Isaac Jhosua « Le Grand tournant. Une interrogation sur l'avenir du capital » (Actuel Marx – Presses universitaires de France, 2003). Enfin, les personnes voulant avoir une vue d'ensemble de l'évolution des théories démographiques se pencheront sur le remarquable « Penser la population, de Platon à nos jours » d'Yves Charbit (Presses universitaires de France, 2025).

EP : Pour clore cet entretien avec un dernier mot, si vous souhaitez revenir sur un sujet qui vous tient à cœur ou une idée que vous voulez partager ?

R.D : Puisque nous en sommes aux conseils de lecture, j'ai découvert avec une grande satisfaction que votre revue s'est intéressée au grand pédagogue soviétique Anton Makarenko. C'est à mon avis une lecture fondamentale à un moment où le travail social est en crise, tout comme l'aide sociale à l'enfance. C'est une crise financière mais aussi et surtout une crise du sens de l'action. Si certains de vos lecteurs sont des éducateurs ou des professionnels du secteur je ne saurais que leur conseiller de se procurer le magnifique *Poème pédagogique* édité en français par les *Éditions du Progrès* en 1967. C'est en trois volumes, reliés, et ça se trouve facilement en ligne pour moins de 100€. Ce chef d'œuvre les vaut largement.